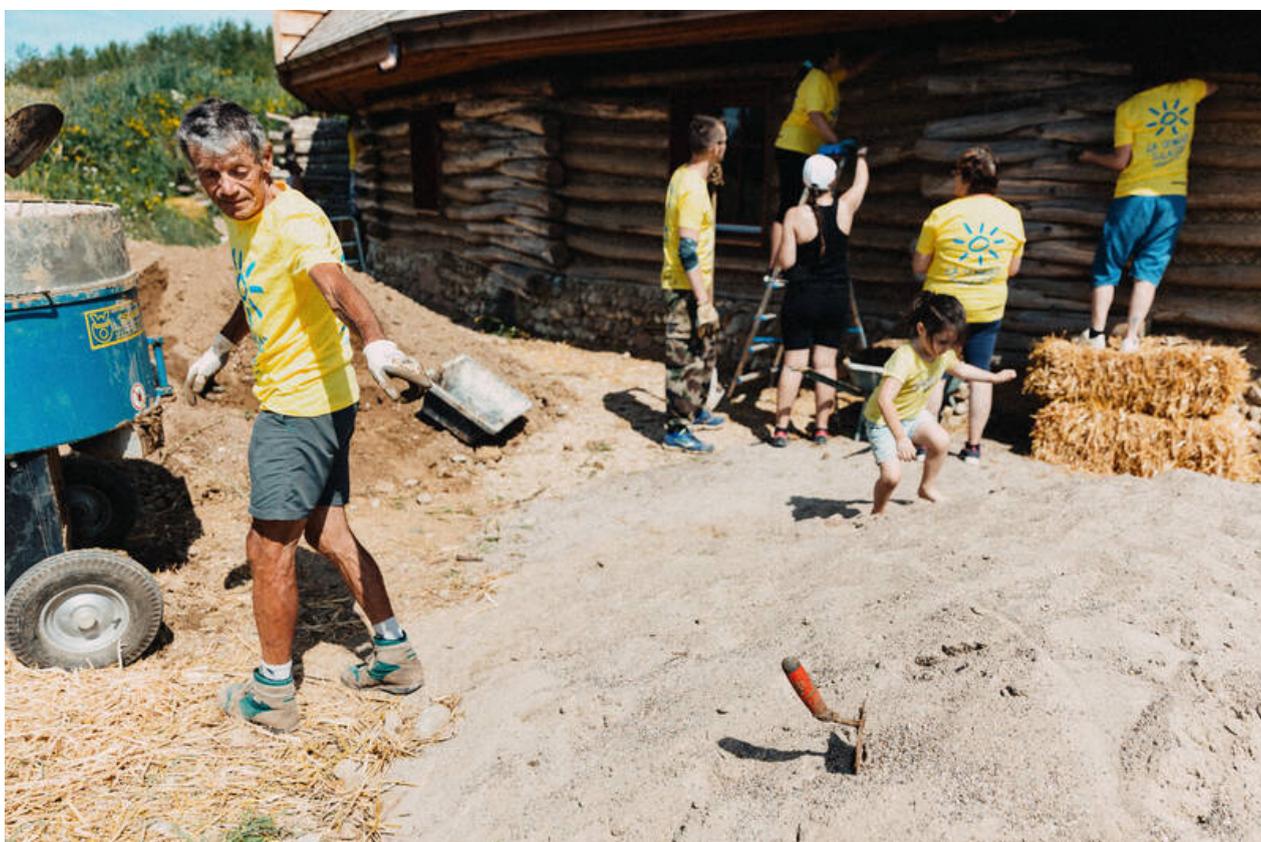


Interview

«Une réappropriation des savoirs et des gestes est en jeu dans l'évolution de la démocratie»

La démocratie participative ne devrait pas se résumer à la délibération pour le politologue Loïc Blondiaux. ZAD, chantiers participatifs : il appelle à considérer ces modes d'action politique très concrets, qui vont de pair avec la prise de conscience de l'urgence environnementale.



Un chantier participatif à Ungersheim (Haut-Rhin), le 31 juillet. (Abdesslam Mirdass/Abdesslam MIRDASS)

par Nina Jackowski

publié le 27 août 2021 à 6h58

Pour le professeur de sciences politiques à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Loïc Blondiaux, la participation citoyenne se résume depuis trop longtemps à la délibération, alors que certains ont besoin d'agir de façon immédiate et concrète. Une nouvelle forme d'implication appelée

Notre vision de la démocratie valorise surtout un engagement politique traditionnel qui relève du discours et de la délibération. C'est un véritable problème. D'abord, tous les citoyens ne sont pas à l'aise avec l'éloquence et le langage politique. Certains désirent contribuer autrement à la transformation du monde. Les ZAD (zone à défendre) en sont l'exemple-type, on peut aussi citer les jardins partagés. Face à une profonde défiance à l'égard des institutions, les citoyens veulent agir concrètement. C'est ce que j'appelle la «démocratie du faire». La sociologue Geneviève Pruvost, qui a notamment travaillé sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, parle aussi de «*politisation du moindre geste*». Ensuite, les citoyens sont à la recherche d'efficacité. On s'aperçoit aujourd'hui des limites des formes d'engagement traditionnel, que ce soit la manifestation, les listes électorales ou le vote. Ces pratiques ne semblent plus assez rapides et efficaces pour transformer le monde.

Pensez-vous à un public en particulier ?

Les jeunes surtout. Une partie d'entre eux participent très peu aux formes classiques de la démocratie. Même en termes de démocratie participative, ils sont moins intéressés par ses formes institutionnelles [*budget, conseil participatif... ndlr*]. Les jeunes sont davantage tentés par les expériences plus pratiques, comme les chantiers participatifs. On en parle encore peu en sciences politiques, mais on remarque une forme de pragmatisme de l'engagement. De manière plus générale, certains citoyens estiment avoir perdu une forme de liberté à force d'avoir délégué leur pouvoir politique à des experts. Une certaine réappropriation des savoirs et des gestes est en jeu dans l'évolution de la démocratie. J'en veux pour preuve le succès actuel des écrits de Matthew Crawford (1), qui est devenu mécanicien. On veut se concentrer sur des choses aussi élémentaires que la

société civile. Aujourd'hui, les partis politiques et les élus ne sont plus à l'origine des dynamiques sociales de transformation. Ils suivent, accompagnent, voire amplifient des mouvements plus informels de solidarités locales en les légitimant. Mais il ne faut pas se méprendre sur les promesses de ces listes. Le vrai pouvoir ne se situe pas à l'échelle des petites municipalités, mais à l'échelon intercommunal, ou au niveau de l'Etat. A Grenoble par exemple, le préfet avait saisi le tribunal qui avait notamment retoqué le droit de pétition.

(1) *Eloge du carburateur, essai sur le sens et la valeur du travail*, Ed. La Découverte, 2009, 19,90€.